

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Michaël DELAFOSSE ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Christian DUMONT ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Excusés : Sonia KERANGUEVEN.

**Programme Parler Bambin. Convention de partenariat entre la Ville et l'Agence
nouvelle des solidarités actives**

La Ville de Montpellier souhaite s'engager dans un programme de développement précoce du langage, le Parler Bambin. Ce dispositif œuvre en faveur de l'égalité des chances dès le plus jeune âge et s'inscrit dans la lutte contre les exclusions.

Les connaissances scientifiques actuelles démontrent que :

- le langage est un élément déterminant dans le développement global de l'enfant,
- les capacités acquises précocement en langage oral ont une influence sur l'apprentissage et la maîtrise du langage écrit,
- le niveau de développement langagier est largement corrélé à l'environnement social et éducatif de l'enfant.

Le dispositif Parler Bambin a été lauréat de l'appel à projets 2015 de *La France s'engage*. Il constitue une approche pédagogique innovante favorisant le développement du langage du jeune enfant, de la naissance à 36 mois. Il est porté par l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives (ANSA), association à but non lucratif créée en janvier 2006, qui a pour objet principal de lutter contre la pauvreté et les exclusions en mettant en œuvre des projets et des expérimentations sociales.

Le Parler Bambin a vocation à :

- enrichir les interactions langagières en parlant avec l'enfant et non pas en parlant à l'enfant qui n'a de désir à parler que dans l'interaction,
- sensibiliser les parents à l'importance de la conversation et développer une nouvelle coopération entre eux et les professionnelles de la petite enfance,
- interroger et faire évoluer les pratiques professionnelles en développant la réflexivité autour d'une culture commune.

Dans le cadre de ce dispositif, il est prévu la mise en place, pour la période 2017-2020, d'une formation au sein de 20 établissements d'accueil du jeune enfant de la Ville de Montpellier et la participation à un programme de recherche pour 10 d'entre eux.

Ce programme de recherche est porté par une équipe pluridisciplinaire : Sophie Kern, directrice et chercheuse CNRS au laboratoire Dynamique Du Langage, membre du Laboratoire d'excellence ASLAN et Marc Gurgand, directeur du J-Pal et de l'Ecole d'économie de Paris, spécialiste des évaluations contrôlées de grande taille et complexes.

Il est également prévu la participation au réseau national des professionnels du Parler Bambin.

La Ville va bénéficier du soutien opérationnel de l'ANSA dans la mise en œuvre du dispositif.

Dans le cadre de la convention, l'ANSA s'engage à :

- concevoir l'offre de formation,
- organiser et permettre la mise en œuvre de la formation,
- organiser et animer le réseau national des professionnels Parler Bambin,
- coordonner les relations entre sites expérimentateurs et équipe en charge du programme de recherche.

De son côté, la Ville de Montpellier s'engage à :

- mettre en œuvre le programme national Parler Bambin sur son territoire d'exercice,
 - inscrire les 10 structures d'accueil dans le programme national de recherche,
 - participer au réseau national Parler Bambin,
 - contribuer à l'évaluation de l'approche Parler Bambin,
 - contribuer financièrement au déploiement du programme national Parler Bambin sur son territoire.
- Le coût pour l'année 2017 est de 22 750 €.

Une demande de subvention est déposée auprès de la CAF de l'Hérault, très intéressée par ce projet innovant, pour une participation au maximum à hauteur de 80% du budget, soit 18 200 €.

La présente convention est conclue pour une durée de 4 ans (de janvier 2017 à décembre 2020). Elle pourra faire l'objet d'un renouvellement ou d'une prolongation par avenant dans les conditions définies par les deux parties, en tant que de besoin, à l'initiative de l'une ou de l'autre.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de la convention entre la Ville et l'ANSA jointe en annexe ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017, section fonctionnement, chapitre 926, nature 6238 ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170330-1851-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 04/04/17
Réception en Préfecture : 04/04/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.